

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Tendances-mondiales-de-l-emploi-des-jeunes-2012>

Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2012

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : mardi 22 mai 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La *Organización Internacional del Trabajo* averti que la situación laboral de las personas entre 15 y 24 años se viene agravando a causa de la crisis internacional. En España afecta al 46,4 por ciento, mientras que en la Argentina la tasa llega a 17,1.

Résumé analytique

La crise de l'emploi des jeunes continue

La crise économique a subitement mis fin au déclin progressif du taux de chômage global des jeunes observé entre 2002 et 2007. En effet, depuis 2007, ce taux est reparti à la hausse, et l'augmentation observée entre 2008 et l'apogée de la crise économique en 2009 a anéanti une grande partie des progrès accomplis au cours des années précédentes.

Globalement, le taux de chômage des jeunes est resté proche de celui observé au pire de la crise, en 2009. De 12,6 pour cent en 2011, le taux de chômage global des jeunes devrait avoisiner les 12,7 pour cent en 2012, soit au moins un point de plus qu'en 2007. Près de 75 millions de jeunes sont aujourd'hui au chômage dans le monde, soit une augmentation de plus de 4 millions depuis 2007. Les projections à moyen terme (2012-16) indiquent peu d'amélioration pour les jeunes sur les marchés du travail. D'ici à 2016, le taux de chômage des jeunes devrait toutefois demeurer à un niveau toujours aussi élevé.

Des augmentations importantes ont été observées, particulièrement dans les économies développées et l'Union européenne, en Europe centrale et du Sud-Est (hors UE), dans la CEI, en Amérique Latine, dans les Caraïbes et en Asie du Sud. Dans les économies développées et l'Union européenne, ainsi qu'en Asie du Sud, peu de progrès ont été réalisés en vue d'atténuer l'impact de la crise économique mondiale. En Afrique du Nord, le taux de chômage des jeunes a fortement augmenté suite au printemps arabe, enregistrant une hausse de près de 5 points de pourcentage entre 2010 et 2011. Ce taux était pourtant déjà très élevé dans cette région et au Moyen-Orient.

Bien que les taux de chômage des jeunes varient fortement d'une région à l'autre, toutes sont confrontées à des difficultés considérables en matière d'emploi des jeunes. Même en Asie orientale, le taux de chômage des jeunes en 2011 était 2,8 fois plus élevé que celui des adultes. Outre ses effets négatifs et immédiats sur l'économie et la société, le chômage des jeunes a également des conséquences néfastes sur l'employabilité et les futurs salaires.

La crise économique et le taux d'activité des jeunes

Découragés par les taux de chômage élevés qui les affectent, de nombreux jeunes ont abandonné leur recherche d'emploi ou ont décidé de la remettre à plus tard, en rallongeant la durée de leurs études. Si l'on devait réajuster le taux de chômage en tenant compte du taux d'abandon du marché du travail provoqué par la crise économique, le taux de chômage global des jeunes passerait de 12,6 à 13,6 pour cent.

L'abandon du marché du travail provoqué par la crise économique concerne en effet 6,4 millions de jeunes dans le monde, et cela touche plus particulièrement les économies développées et l'Union européenne.

La pression sur les jeunes demandeurs d'emploi va augmenter

encore davantage lorsque ces jeunes, qui auront tardé à faire leur entrée sur le marché du travail, redeviendront actifs et recommenceront à chercher un emploi. En revanche, le taux 4 Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2012 d'activité des jeunes en Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et dans la CEI est plus élevé que ce qui était prévu au regard des tendances d'avant-crise. Ceci s'explique en partie par la pauvreté.

Il est également important de noter que les taux d'activité des jeunes femmes et hommes ne sont pas seulement déterminés par des facteurs économiques, mais aussi par des facteurs institutionnels tels que les valeurs sociétales, culturelles et normatives. Ces dernières sont particulièrement importantes dans les régions où il existe d'importantes différences entre les sexes, comme en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. En règle générale, les taux d'activité des femmes suivent une courbe en U, avec des taux élevés quand les revenus par habitant sont faibles, puis des taux qui diminuent à mesure que les pays se développent, avant de repartir à la hausse lorsque les revenus par habitant en font de même. Il est donc difficile de distinguer l'effet de la crise économique sur le taux d'activité des femmes de celui des facteurs institutionnels ou culturels.

Emploi temporaire et travail à temps partiel : transition ou piège ?

De nombreux jeunes de par le monde se trouvent piégés avec un emploi à faible productivité, temporaire ou tout autre type d'emploi qui n'est pas à la hauteur de leurs aspirations et qui, souvent, ne leur offre pas d'opportunité de postes plus stables, à forte productivité et mieux payés.

Dans les économies développées, les jeunes sont de plus en plus recrutés pour des emplois atypiques et la transition vers un travail décent ne cesse d'être remise à plus tard. Le nombre d'emplois temporaires et à temps partiel a par ailleurs fortement augmenté au cours de la dernière décennie, en particulier depuis que la crise économique mondiale rend ce type de travail de plus en plus acceptable. C'est en effet bien souvent la seule option disponible. Au sein de l'Union européenne, l'emploi temporaire ou à temps partiel a par exemple augmenté plus vite chez les jeunes que chez les adultes, et ce aussi bien avant que pendant la crise économique. La tendance vers un recours croissant aux contrats temporaires a, de façon générale, alimenté le débat sur la flexibilité du marché du travail et, de façon plus particulière, sur sa dualité. Bien qu'il soit difficile d'évaluer l'impact de la législation en matière de protection de l'emploi sur le niveau total d'emploi/de chômage, il semblerait que cette législation puisse agir sur la situation des groupes les plus vulnérables du marché du travail, comme les jeunes. Une stratégie de réforme partielle (à double approche) de la législation sur la protection de l'emploi - qui suppose des réformes du marché du travail uniquement à la marge, affectant les nouveaux entrants sur le marché du travail tout en épargnant les travailleurs déjà en place - aurait pu être ressentie de manière disproportionnée par les jeunes.

Par ailleurs, la tendance accrue vers des emplois de plus courte durée pour les jeunes travailleurs observée dans de nombreux pays européens pourrait s'expliquer par un assouplissement de la législation sur les coûts de licenciement et les contrats réguliers (et non sur les contrats temporaires), associé au faible pouvoir de négociation individuel des jeunes.

Dans les économies en voie de développement, les jeunes font face à d'importantes barrières structurelles dans leur recherche d'un travail décent. Dans la plupart de ces pays, la part de l'emploi salarié dans l'emploi total est faible, et une forte proportion de jeunes tend à s'engager dans des activités informelles et non-rémunérées, notamment au service d'entreprises ou de fermes familiales. La transition école-travail peut également être ponctuée par de périodes de chômage, d'emploi temporaire ou occasionnel si de telles opportunités se présentent, et ce alors même que les jeunes sont susceptibles de terminer à leur propre compte. Or, les tendances démographiques sont telles que la

jeune main d'oeuvre ne cesse de croître, précisément dans les régions où peu d'opportunités d'emplois rémunérés existent, et où la précarité au travail subsiste, en particulier en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud.

Education et marché du travail

L'éducation et la formation sont indispensables à l'entrée des jeunes sur le marché du travail. De fait, elles favorisent la productivité et l'employabilité potentielles de ces derniers. Dans les économies développées, l'éducation sert également de rempart contre le chômage pour beaucoup de jeunes. Il existe en effet un lien fort entre le niveau d'instruction et le taux d'emploi. Plus spécifiquement, en temps de crise, les individus n'ayant pas reçu plus qu'une

éducation primaire sont souvent ceux qui ont le taux de chômage le plus élevé, bien pire que celui des personnes les plus diplômées.

Cependant, le développement du capital humain et un niveau plus élevé d'éducation ne se traduisent pas systématiquement par une amélioration des résultats sur le marché du travail et une augmentation de l'emploi. Dans les économies en voie de développement, les postes disponibles se limitent à de petits secteurs formels, et les jeunes ne possèdent pas nécessairement les compétences requises pour saisir les opportunités existantes. Le changement structurel rapide que l'on observe dans ces économies crée des écarts de compétences et des différences géographiques notoires. Cela engendre de nouveaux défis pour les systèmes d'éducation et de formation, ainsi que pour leur réactivité aux besoins du marché du travail.

A cet égard, une bonne information sur le marché du travail est nécessaire pour faciliter le rôle de l'éducation, tant pour s'adapter à la demande actuelle que pour favoriser le changement.

Les jeunes qui n'ont ni travail ni formation sont devenus une préoccupation majeure pour les décideurs politiques, en particulier dans les économies développées. Ce groupe, appelé « NEET » (« *not in education, employment or training* »), constitue souvent au moins 10 pour cent de la population des jeunes, et comprend de façon disproportionnée les jeunes avec un faible niveau d'éducation dans les économies développées. De nombreux pays ont adopté des politiques pour lutter contre ce phénomène, en ciblant les sous-groupes spécifiques des NEET, notamment ceux qui ont abandonné le système scolaire ou les jeunes chômeurs.

Politiques en faveur de l'emploi des jeunes

Comme les taux de chômage des jeunes devraient rester pratiquement inchangés en 2012, et comme la plupart des régions sont confrontées à d'importants défis en matière d'emploi des jeunes, il semble justifiable d'accorder la plus grande priorité aux politiques d'emploi des jeunes.

Parmi les principaux domaines d'intervention, il y a :

- Les politiques macroéconomiques et politiques de croissance : là où cela est fiscalement possible, il est crucial de maintenir ou de renforcer les mesures qui peuvent contribuer à la création d'emplois et stimuler le démarrage ou la reprise durable de l'emploi. L'emploi des jeunes est une priorité pressante dans les agendas politiques nationaux, mais qui trop souvent ne se traduit pas par l'intensification des programmes en sa faveur. En outre, leur financement est souvent limité et les ressources nécessaires sous-estimées
- Les politiques et programmes actifs du marché du travail : des mesures actives du marché du travail, comme le développement de services publics de l'emploi, les subventions en faveur des salaires et de la formation, ou les réductions d'impôts, peuvent inciter les employeurs à embaucher des jeunes et à remédier à l'excès d'offre de jeunes travailleurs en période de crise. Les programmes qui visent à compenser la disparité des compétences techniques chez les jeunes sont tout aussi importants. Cela inclut les programmes de formation professionnelle,

la réorientation professionnelle des jeunes découragés ou sans emploi, les dispositifs de formation sur le lieu de travail, la création ou l'amélioration des systèmes d'apprentissage, les programmes de formation à l'entrepreneuriat, ou encore les programmes de formation aux interactions humaines pour les jeunes défavorisés.

- De meilleures stratégies sont nécessaires pour améliorer la protection sociale pour les jeunes, et pour adapter les réformes du marché du travail aux besoins spécifiques de ces derniers. L'emploi décent n'implique pas seulement la création d'emplois, mais il implique également l'amélioration de leur qualité.
- Le dialogue social et les partenariats pour l'emploi des jeunes : le lancement de partenariats de grande ampleur permet de transformer l'engagement en faveur de l'emploi des jeunes en une réalité. Les partenariats entre les gouvernements, les organisations patronales et syndicales, et d'autres organisations, peuvent jouer un rôle important dans l'élaboration des mesures à prendre aux niveaux national et local pour promouvoir efficacement un travail décent pour les jeunes.
- Le soutien à d'importants systèmes d'information et d'analyse sur le marché du travail qui fournissent une bonne base pour assurer le suivi des marchés du travail, ainsi que pour concevoir et mettre en oeuvre des politiques efficaces.



Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2012

BIT, mai 2012.